

LES MENSONGES DE LA RETRAITE



HAMILTON DE OLIVEIRA

Par Helmuth Cremer, chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.



Les retraités connaissent un âge d'or. S'il faut s'en réjouir, il faut également s'inquiéter de la pérennité d'un système qui dépasse les possibilités budgétaires. Les solutions sont bien connues, mais leur mise en place se heurte à diverses résistances politiques et corporatistes.

Le système actuel est souvent défendu au nom de la solidarité. On se trompe ! Car les systèmes de retraite opèrent deux types de redistribution : entre générations

et à l'intérieur des générations. Et, sur ces deux plans, le bilan est médiocre. L'aspect intergénérationnel consiste à accumuler des dettes que devront rembourser nos enfants et petits-enfants. La redistribution à l'intérieur des générations (des plus productifs vers les moins productifs, par exemple) constitue certes une des principales missions des pouvoirs publics. Mais le système actuel y contribue peu. D'inspiration « bismarckienne », il implique un lien étroit entre retraites et contributions. Les systèmes anglo-saxons, qui impliquent des bénéfices assez uniformes (indépendants des contributions), sont, en réalité, bien plus redistributifs.

L'âge de la cessation d'activité est une autre source de fausse polémique. Le système impose implicitement une taxe très élevée à ceux qui veulent poursuivre leur activité. L'individu qui travaille une année de plus continue de payer des contributions et renonce aux bénéfices, mais sa retraite n'est pas réévaluée en conséquence. Cela revient à lui faire payer un impôt sur les revenus de son activité, dont le taux est parfois supérieur

à 100 % ! Des taux marginaux de taxation de cet ordre sont absurdes et clairement inefficaces.

Éliminer cette taxation prohibitive produirait un double bénéfice. D'abord, les individus qui décideraient de continuer leur activité plus longtemps y trouveraient leur compte. Ensuite, leur plus grand nombre générerait des recettes supplémentaires qui pourraient être utilisées pour revaloriser les retraites les plus faibles.

En conclusion, la réduction de la taxation implicite qu'impose actuellement le système de retraite améliorerait son efficacité économique et permettrait de le rendre plus solidaire.

“Le système actuel impose sans le dire une taxe élevée à ceux qui veulent poursuivre leur activité.”